

La théorie du fascisme chez Léon Trotsky

lundi 21 octobre 2013, par [MANDEL Ernest](#) (Date de rédaction antérieure : 30 janvier 1969).

Introduction au livre de Léon Trotsky, *Comment Vaincre le Fascisme*, publié aux éditions Buchet-Chastel.

La théorie du fascisme de Trotsky se présente comme un tout à six éléments ; chaque élément est pourvu d'une certaine autonomie et connaît une évolution déterminée sur la base de ses contradictions internes ; mais ils ne peuvent être compris qu'en tant que totalité close et dynamique, et seule leur interdépendance peut expliquer la montée, la victoire et le déclin de la dictature fasciste.

a) La montée du fascisme est l'expression de la grave crise sociale du capitalisme de l'âge mûr, d'une crise structurelle, qui, comme dans les années 1929-1933, peut coïncider avec une crise économique classique de surproduction, mais qui dépasse largement une telle oscillation de la conjoncture. Il s'agit fondamentalement d'une crise de reproduction du capital, c'est-à-dire de l'impossibilité de poursuivre une accumulation « naturelle » du capital, étant donnée la concurrence au niveau du marché mondial (niveau existant des salaires réels et de la productivité du travail, accès aux matières premières et aux débouchés). La fonction historique de la prise du pouvoir par les fascistes consiste à modifier par la force et la violence les conditions de reproduction du capital en faveur des groupes décisifs du capitalisme monopoliste.

b) Dans les conditions de l'impérialisme et du mouvement ouvrier contemporain, historiquement développé, la domination politique de la bourgeoisie s'exerce le plus avantageusement - c'est-à-dire avec les coûts les plus réduits - au moyen de la démocratie parlementaire bourgeoise qui offre, entre autres, le double avantage de désamorcer périodiquement les contradictions explosives de la société par certaines réformes sociales, et de faire participer, directement ou indirectement, à l'exercice du pouvoir politique, un secteur important de la classe bourgeoise (au travers des partis bourgeois, des journaux, des universités, des organisations patronales, des administrations communales et régionales, des sommets de l'appareil d'Etat, du système de la Banque centrale). Cette forme de la domination de la grande bourgeoisie - en aucun cas la seule, du point de vue historique [1] - est toutefois déterminée par un équilibre très instable des rapports de forces économiques et sociaux. Que cet équilibre vienne à être détruit par le développement objectif, et il ne reste plus alors à la grande bourgeoisie qu'une seule issue : essayer, au prix du renoncement à l'exercice direct du pouvoir politique, de mettre en place une forme supérieure de centralisation du pouvoir exécutif pour la réalisation de ses intérêts historiques. Historiquement, le fascisme est donc à la fois la réalisation et la négation des tendances inhérentes au capital monopoliste et qu'Hilferding, le premier, a décelées, à « organiser » de façon « totalitaire » la vie de toute la société dans son intérêt [2] : réalisation, parce que le fascisme a en fin de compte rempli cette fonction ; négation, parce que, contrairement aux idées d'Hilferding, il ne pouvait remplir cette fonction que par une expropriation politique en profondeur de la bourgeoisie [3].

c) Dans les conditions du capitalisme industriel monopoliste contemporain, une aussi forte centralisation du pouvoir d'Etat, qui implique de plus la destruction de la plus grande partie des conquêtes du mouvement ouvrier contemporain (en particulier, de tous les « germes de démocratie prolétarienne dans le cadre de la démocratie bourgeoise », comme Trotsky désigne à juste titre les organisations du mouvement ouvrier) est pratiquement irréalisable par des moyens purement techniques, étant donné l'énorme disproportion numérique entre les salariés et les détenteurs du grand capital. Une dictature militaire ou un Etat purement policier - pour ne rien dire de la monarchie absolue - ne dispose pas de moyens suffisants pour atomiser, décourager et démoraliser, durant une longue période, une classe sociale consciente, riche de plusieurs millions d'individus, et pour prévenir ainsi toute poussée de la lutte des classes la plus élémentaire, poussée que le seul jeu des lois du marché déclenche périodiquement. Pour cela, il faut un mouvement de masse qui mobilise un grand nombre d'individus. Seul un tel mouvement peut décimer et démoraliser la frange la plus consciente du prolétariat par une terreur de masse systématique, par une guerre de harcèlement et des combats de rue, et, après la prise du pouvoir, laisser le prolétariat non seulement atomisé à la suite de la destruction totale de ses organisations de masse, mais aussi découragé et résigné. Ce mouvement de masse peut, par ses propres méthodes adaptées aux exigences de la psychologie des masses arriver non seulement à ce qu'un appareil gigantesque de gardiens d'immeubles, de policiers, de cellules du NSBO [4]. et de simples mouchards, soumette les salariés conscients politiquement à une surveillance permanente, mais aussi à ce que la partie la moins consciente des ouvriers et, surtout, des employés soit influencée idéologiquement et partiellement réintégrée dans une collaboration de classes effective.

d) Un tel mouvement de masse ne peut surgir qu'au sein de la troisième classe de la société, la petite bourgeoisie, qui, dans la société capitaliste, existe à côté du prolétariat et de la bourgeoisie. Quand la petite bourgeoisie est touchée si durement par la crise structurelle du capitalisme de l'âge mûr, qu'elle sombre dans le désespoir (inflation, faillite des petits entrepreneurs, chômage massif des diplômés, des techniciens et des employés supérieurs, etc.), c'est alors qu'au moins dans une partie de cette classe, surgit un mouvement typiquement petit bourgeois, mélange de réminiscences idéologiques et de ressentiment psychologique, qui allie à un nationalisme extrême et à une démagogie anticapitaliste [5], violente en paroles du moins, une profonde hostilité à l'égard du mouvement ouvrier organisé (« ni marxisme », « ni communisme »). Dès que ce mouvement, qui se recrute essentiellement parmi les éléments déclassés de la petite bourgeoisie, a recours à des violences physiques ouvertes contre les salariés, leurs actions et leurs organisations, un mouvement fasciste est né. Après une phase de développement indépendant, lui permettant de devenir un mouvement de masse et d'engager des actions de masse, il a besoin du soutien financier et politique de fractions importantes du capital monopoliste, pour se hisser au pouvoir.

e) La décimation et l'écrasement préalables du mouvement ouvrier, qui, lorsque la dictature fasciste veut remplir son rôle historique, sont indispensables, ne sont toutefois possibles que si, dans la période précédant la prise du pouvoir, le plateau de la balance penche de façon décisive en faveur des bandes fascistes et en défaveur des ouvriers [6].

La montée d'un mouvement fasciste de masse est en quelque sorte une institutionnalisation de la guerre civile, où, toutefois, les deux parties ont objectivement une chance de l'emporter (c'est la raison pour laquelle la grande bourgeoisie ne soutient et ne finance de telles expériences que dans des conditions tout à fait particulières, « anormales », car cette politique de quitte ou double présente indéniablement un risque au départ). Si les fascistes réussissent à balayer l'ennemi, c'est-à-dire la classe ouvrière organisée, à le paralyser, à le décourager et à le démoraliser, la victoire leur est assurée. Si, par contre, le mouvement ouvrier réussit à repousser l'assaut et à prendre lui-même l'initiative, il infligera une défaite décisive non seulement au fascisme mais aussi au capitalisme qui l'a engendré. Cela tient à des raisons technico-politiques, socio-politiques et socio-psychologiques.

Au départ, les bandes fascistes n'organisent que la fraction la plus décidée et la plus désespérée de la petite bourgeoisie (sa fraction « enragée »).

La masse des petits bourgeois ainsi que la partie peu consciente et inorganisée des salariés, et surtout des jeunes ouvriers et employés, oscillera normalement entre les deux camps. Ils auront tendance à se ranger du côté de celui qui manifestera le plus d'audace et d'esprit d'initiative ; ils misent le plus volontiers sur le cheval gagnant. C'est ce qui permet de dire que victoire du fascisme traduit l'incapacité du mouvement ouvrier à résoudre la crise du capitalisme de la maturité conformément à ses propres intérêts et objectifs. En fait, une telle crise ne fait, en général, que donner au mouvement ouvrier une chance de s'imposer. Ce n'est que lorsqu'il a laissé échapper cette chance et que la classe est séduite, divisée et démoralisée, que le conflit peut conduire au triomphe du fascisme.

f) Si le fascisme n'a pas réussi à « écraser le mouvement ouvrier sous ses coups de boutoir », il a rempli sa mission aux yeux des représentants du capitalisme monopoliste. Son mouvement de masse se bureaucratise et se fond dans l'appareil d'Etat bourgeois, ce qui ne peut se produire qu'à partir du moment où les formes les plus extrêmes de la démagogie plébéienne petite bourgeoise, qui faisaient partie des « objectifs du mouvement », ont disparu de la surface et de l'idéologie officielle. Ce qui n'est nullement en contradiction avec la perpétuation d'un appareil d'Etat hautement centralisé. Si le mouvement ouvrier est vaincu et si les conditions de reproduction du capital à l'intérieur du pays se sont modifiées dans un sens qui est fondamentalement favorable à la grande bourgeoisie, son intérêt politique se confond avec la nécessité d'un changement identique au niveau du marché mondial. La banqueroute menaçante de l'Etat y pousse également. La politique de quitte ou double du fascisme est reportée au niveau de la sphère financière, attise une inflation permanente, et, finalement, ne laisse pas d'autre issue que l'aventure militaire à l'extérieur. Une telle évolution ne favorise nullement un renforcement du rôle de la petite bourgeoisie dans l'économie et la politique intérieure ; mais au contraire, elle provoque une détérioration de ses positions (à l'exception de la frange qui peut être nourrie avec les prébendes de l'appareil d'Etat autonomisé). Ce n'est pas la fin de l'« asservissement aux prêteurs », mais au contraire l'accélération de la concentration du capital.

C'est ici que se révèle le caractère de classe de la dictature fasciste, qui ne correspond pas au mouvement fasciste de masse. Elle défend non pas les intérêts historiques de la petite bourgeoisie, mais ceux du capital monopoliste. Une fois cette tendance réalisée, la base de masse active et consciente du fascisme se rétrécit nécessairement. La dictature fasciste tend elle-même à détruire et à réduire sa base de masse. Les bandes fascistes deviennent des appendices de la police. Dans sa phase de déclin, le fascisme se transforme à nouveau en une forme particulière de bonapartisme.

Tels sont les éléments constitutifs de la théorie du fascisme de Trotsky. Elle s'appuie sur une analyse des conditions particulières dans lesquelles la lutte des classes, dans les pays hautement industrialisés, se développe lors de la crise structurelle du capitalisme de l'âge mûr (Trotsky parle de l'« époque que de déclin du capitalisme ») et sur une combinaison particulière - caractéristique du marxisme de Trotsky - des facteurs objectifs et subjectifs dans la théorie de la lutte des classes ainsi que dans la tentative d'influer pratiquement sur elle.

Ernest Mandel

P.-S.

* Ernest Mandel, 30 janvier 1969 (in « Du Fascisme », Ed. François Maspero, 1974) précédemment publié en préface au livre de Trotsky, « Comment Vaincre le Fascisme », aux éditions Buchet-Chastel.

Notes

[1] On est toujours surpris par la curieuse amnésie qui frappe les idéologues bourgeois à propos de l'histoire récente de la société bourgeoise. Dans les deux siècles qui ont suivi la première révolution industrielle, l'Etat en Europe occidentale a pris successivement la forme de la monarchie aristocratique, du césarisme plébiscitaire, du parlementarisme libéral-conservateur (avec le droit de vote limité à 10 % ou même parfois à 5 % de la population), de l'autocratie caractérisée, et cela, quel que soit le pays étudié. La démocratie de type parlementaire, basée sur le suffrage universel, est pratiquement partout - à l'exception d'une courte période durant la Grande Révolution française - un acquis de la lutte du mouvement ouvrier et non de la bourgeoisie libérale.

[2] Pouvoir économique signifie en même temps pouvoir politique. Celui qui domine l'économie dispose également de tous les pouvoirs de l'Etat. Plus la concentration dans la sphère économique est forte, plus la domination sur l'Etat devient illimitée. Cette concentration rigide de tous les pouvoirs de l'Etat apparaît comme le sommet de la puissance, l'Etat se présentant comme l'instrument irremplaçable du maintien de la domination économique... Le capital financier sous sa forme achevée est le degré supérieur de la perfection du pouvoir économique et politique entre les mains de l'oligarchie capitaliste. Elle parachève la dictature des magnats du capital. « Rudolf Hilferding, Le Capital financier (écrit en 1909), cité d'après l'édition de 1923, Vienne (éd. de la librairie du Peuple), pp. 476 et suiv.

[3] Ce qui explique qu'Hilferding à la fin de sa vie, à la veille de sa mort, en soit arrivé à la conclusion erronée que l'Allemagne nazie n'était plus une société capitaliste, car le pouvoir y appartenait à une bureaucratie totalitaire ; cette conclusion erronée est contemporaine de la thèse de Burnham sur « l'ère des managers ».

[4] Nationalsozialistische Betriebsorganisation : organisation du parti nazi (NSDAP) dans les entreprises.

[5] Toutefois, il s'agit toujours d'une forme bien précise de démagogie, qui n'attaque que certaines formes bien précises du capitalisme (« l'asservissement aux prêteurs », les grands magasins, le capital « accapareur » en opposition au capital « créateur », etc.) ; la propriété privée en tant que telle et le pouvoir du patron dans l'entreprise ne sont jamais remis en question.

[6] Si tel n'est pas le cas, si les travailleurs conservent leur combativité et leur énergie combattante, la tentative d'un mouvement fasciste de masse pour s'emparer du pouvoir peut déclencher une gigantesque poussée révolutionnaire. En Espagne, la réponse au putsch militaire fasciste de juillet 1936 fut le soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière, qui, en quelques jours, infligea aux fascistes une écrasante défaite militaire dans les grandes villes et les districts ouvriers, et les força à se replier dans les campagnes arriérées du pays. Le fait que les fascistes, à la suite d'une guerre civile acharnée pendant plus de trois ans, aient finalement réussi à s'emparer du pouvoir, s'explique autant par l'intervention de facteurs extérieurs que par le rôle

funeste de la direction du parti et du gouvernement de la gauche, qui empêchèrent les travailleurs d'achever rapidement la révolution commencée avec succès ; en particulier, une réforme agraire radicale et la proclamation de l'indépendance du Maroc auraient supprimé le dernier bastion du pouvoir de Franco parmi les paysans arriérés et les mercenaires d'Afrique du Nord.